

# **Hamdan Al Damiri : « Accepter ce « plan du siècle », ce serait encore des négociations sans fin, un piège, un Oslo-bis ! »**

Hamdan Al Damiri est un intellectuel et militant palestinien. Réfugié, né dans un camp en Cisjordanie, il appartient à la gauche palestinienne et il est représentant de la communauté palestinienne en Belgique. Dans cette interview, il analyse minutieusement les causes qui modifient aujourd'hui durablement la géopolitique au Moyen Orient. Selon lui, la Palestine est sous la menace d'une nouvelle stratégie américaine. En perte d'influence au Moyen Orient en raison de leur échec en Irak et en Syrie notamment, les Etats-Unis préparent un nouveau plan pour regagner le terrain perdu. Dit le « plan du siècle », il consisterait à donner une légitimité aux Américains comme faiseurs de « paix ». Mais les Palestiniens seraient encore une fois les dindons de la farce, puisqu'il est fort probable que ce plan a un agenda caché : faire traîner les négociations comme lors des Accords d'Oslo signés en 1993. Un Oslo-bis ferait peser une menace existentielle sur les Palestiniens, qui ont tiré des enseignements du passé et s'opposeront à toute politique impérialiste qui remettrait en cause les constantes du mouvement national palestinien.

Interview par Tayeb ElMestari

**Quelle analyse faites-vous du processus de réconciliation en cours entre les différentes organisations palestiniennes ?**

Ce processus a démarré en 2005 avec un accord conclu entre 13

mouvements palestiniens sur la base d'un texte proposé par la direction des prisonniers palestiniens. Intitulé la Déclaration des prisonniers et adopté par les organisations de la résistance, ce texte est l'émanation d'un consensus entre les différents mouvements représentés dans les prisons israéliennes et a permis de lancer des négociations inter-palestiniennes.

Ce texte fondamental aborde plusieurs points essentiels comme le rôle du mouvement national palestinien, les relations avec l'Etat occupant, c'est-à-dire Israël, le droit à la résistance du peuple palestinien, la reconstruction de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), etc. Les élections de 2006 dans les territoires occupés ont mis un coup d'arrêt à ce processus, en raison des conflits aigus entre les deux principales forces politiques, le FATAH et le HAMAS. En 2007, celui-ci prend le pouvoir dans la bande de Gaza par la force et expulse de ce territoire le FATAH.

Cette nouvelle situation a entraîné, jusqu'à aujourd'hui, l'ensemble du mouvement national palestinien, avec ses différentes composantes, dans une dynamique de division, impactant négativement la cause palestinienne, reléguée au second plan au regard d'autres sujets tels que le terrorisme djihadiste au Moyen Orient.

La nouvelle donne régionale oblige les mouvements palestiniens à jouer la carte de la réconciliation, impulsée par l'Egypte. Grâce à la médiation égyptienne, le FATAH et le HAMAS sont parvenus à signer un accord au Caire qui ouvre les portes d'une nouvelle phase de rencontres, impliquant les deux principaux mouvements mais aussi les autres forces politiques de la résistance, la gauche palestinienne, les nationalistes arabes et le Djihad islamique.

13 mouvements palestiniens vont se retrouver de nouveau au Caire où il sera question de l'unité nationale palestinienne dans le cadre de l'OLP, considérée comme le cadre politique et

juridique représentatif de l'ensemble du peuple palestinien. L'enjeu de ce dialogue entre Palestiniens est de remettre en selle l'OLP, qui ne joue plus son rôle décisionnel. Depuis les Accords d'Oslo en 1993, l'Autorité Palestinienne a pris le pouvoir aux dépens de cette organisation historiquement légitime.

La réconciliation palestinienne aura à terme deux effets politiques d'une importance capitale. D'abord, la réalisation de l'accord inter-palestinien signifie la mise en place d'un nouveau gouvernement d'unité nationale. La deuxième tâche est de reconstruire l'OLP et donc revoir la composition du Conseil national palestinien (CNP) qui en est l'organe le plus important, en fait le parlement du peuple palestinien. Cela suppose l'élection du conseil législatif palestinien dont les membres deviendront d'office les représentants des territoires occupés au sein du Conseil national palestinien. Les Palestiniens, qui sont à l'extérieur de la Palestine historique, pourront aussi élire leurs représentants au sein du Conseil national palestinien. Ces élections législatives se disputeront à la proportionnelle intégrale, le nombre de représentants sera fonction de voix obtenues par la liste de candidats. Dans les pays où les élections ne peuvent avoir lieu, une alternative est prévue : un accord inter-palestinien désignera les membres représentatifs de la communauté palestinienne pour siéger au Conseil national palestinien.

Dans cette démarche de reconstruction de l'OLP, le Conseil national palestinien élira deux instances : le Conseil central, qui est un organe intermédiaire entre l'exécutif (Comité exécutif) et le législatif (le CNP), et la Direction palestinienne. En réalité, ce sera un retour au processus qui a prévalu avant Oslo, avec l'intégration de deux mouvements, le HAMAS et le Djihad Islamique qui n'en faisaient pas partie.

**Dans ce processus, quel rôle peut jouer la résistance populaire ?**

La résistance populaire est la manière dont les Palestiniens, dans leurs villes, dans leurs localités à l'intérieur des territoires occupés, s'expriment face à l'occupant. La résistance populaire est le seul moyen de faire reculer l'ennemi, le colon. Les négociations ne peuvent pas remplacer la résistance populaire. Le comité populaire agira de sorte que la résistance devienne le mode d'action principale des différentes organisations palestiniennes. Elle aura une influence considérable sur les décisions finales prises dans le cadre de l'OLP et ses différentes instances.

**L'enjeu syrien semble décisif dans le remodelage politique de la région. Or, le régime se dirige vers une victoire. Quelles sont les raisons de cette victoire ? Quelles seraient les conséquences sur l'avenir de la Palestine et de la région en général ?**

Selon les médias, les Syriens sont opposés au régime, mais en réalité ils sont divisés. Plus de 70 % de la population syrienne vit dans les zones contrôlées par le régime, c'est-à-dire dans les grandes villes. Cela signifie qu'une grande partie des Syriens soutient les forces légales. C'est le premier facteur de la victoire annoncée du régime syrien.

Le deuxième est à rechercher du côté des alliances nouées par l'Etat syrien. Celui-ci a des alliés qui ont soutenu l'armée syrienne dans la défense du territoire national. La Russie, l'Iran, le Hezbollah et quelques mouvements palestiniens ont apporté un soutien décisif aux forces légales du régime syrien. Cette alliance a permis de stopper la progression des groupes armés, appuyés et financés par les pays du Golfe et l'Occident.

Le troisième facteur, et non le moindre, est propre à l'opposition, notamment aux djihadistes provenant de partout dans le monde. Leur faiblesse est qu'ils sont très divisés car ils obéissent à des puissances étrangères dont les intérêts sont contradictoires. Ils n'ont pas de stratégie unique et claire. Face à eux, l'armée syrienne est unie et ses alliés,

en concertation avec elle, ont une politique bien définie. Dans la guerre, il vaut mieux partir unis que divisés ! Enfin, un dernier facteur explique la victoire du régime syrien : l'évolution des positionnements des forces extérieures, parties prenantes dans la guerre. Le Qatar est en conflit avec certains pays du Golfe. La Turquie, qui joue un rôle important dans la région, s'oppose à l'Arabie saoudite en raison d'un conflit de leadership sur les musulmans sunnites. Ces raisons apportent un éclairage sur l'affaiblissement du camp anti-régime syrien.

Dans cette nouvelle configuration, on observe que la Russie gagne en influence dans la région, contrairement aux Etats-Unis, en net recul, car ils ont misé sur un plan qui a échoué sur le terrain. Depuis 2015, on assiste à un renversement des rapports de force, qui s'est confirmé en 2016 et débouche, peu à peu, en 2017 à la disparition totale de DAESH. Ce mouvement contrôlait quasiment la moitié de la Syrie (le centre et l'est du pays), mais aujourd'hui il n'a d'emprise que sur 10 % du territoire sur lequel il régnait en 2014-2015. D'ici à la fin de l'année, le régime syrien contrôlera 90 % de la Syrie. Il restera deux poches incontrôlées. Au nord de la Syrie, l'organisation Al Nosra est présente dans la province d'Idlib, surtout dans la ville d'Idlib. Dans cette partie du territoire frontalière avec la Turquie, il y a la question Kurde. Soutenus par les Américains sur le plan militaire, les Kurdes constituent la dernière carte politique des Etats-Unis dans les futures négociations sur l'avenir de la Syrie. C'est un moyen de garder la main dans la région. Or, sur cette question, ils sont en totale contradiction avec la Turquie. Pour cette raison, le sort des Kurdes sera l'objet de négociations, notamment sur les dimensions culturelles et linguistiques. L'Etat syrien fera des concessions pour une solution qui envisagerait une autonomie pour les Kurdes, mais il n'acceptera en aucun cas un fédéralisme qui signifierait un séparatisme de fait.

Néanmoins, dans un futur proche, les affrontements auront lieu

entre d'un côté, Al Nosra, et des groupes armés alliés, et, de l'autre, l'Etat syrien qui, probablement, en sortira vainqueur.

**Il est question d'une nouvelle stratégie américaine, dite « plan du siècle » pour relancer les négociations entre les Palestiniens et l'entité sioniste. Qu'en est-il de ce plan ?**

Annoncé depuis quelque temps, ce « plan du siècle » est lié aux conflits syrien et irakien. La stratégie américaine a échoué dans ces deux pays en dépit des moyens considérables mis à la disposition des groupes terroristes comme DAESH. En perte de vitesse dans la région, les Etats-Unis opèrent un changement stratégique : l'enjeu est de mettre un étouffoir sur la lutte de libération en Palestine. Autrement dit, il s'agit pour eux de « régler la question palestinienne ». Le « plan du siècle », proposé par les Américains et soutenu par l'Union européenne, consisterait, selon certaines informations délivrées par des diplomates, à reconnaître un Etat palestinien sur une partie de la Cisjordanie à laquelle sera ajoutée la bande de Gaza. Les pays européens et les Etats-Unis seraient donc prêts à reconnaître un Etat palestinien sur environ 40 % du territoire de la Cisjordanie (en réalité des bouts de territoire morcelés) et les 400 km<sup>2</sup> de la bande de Gaza ! Et il n'est pas question du statut de Jérusalem. Pourtant, l'essentiel des colonies construites depuis 1967 se trouvent autour de Jérusalem que l'Etat sioniste cherche à judaïser.

Mais les Palestiniens ont une certaine expérience des manœuvres occidentales. Avec les Accords d'Oslo, il y a eu des négociations sans fin, sans qu'elles aboutissent à quoi que ce soit. Bien pire, les négociations dans le cadre des Accords d'Oslo ont abouti à l'affaiblissement des Palestiniens et au morcellement des territoires et à leur colonisation accrue. Accepter ce « plan du siècle », ce serait encore des négociations sans fin, un piège, un Oslo-bis ! Si une partie de la nouvelle direction palestinienne risque d'accepter ce

plan, l'ensemble du mouvement palestinien le refusera. Pour les Américains, il s'agit de « calmer le jeu » entre Palestiniens et Israéliens, surtout qu'une explosion populaire à Gaza est possible si le blocus perdure. Un scénario que les Américains redoutent.

Si ce « plan du siècle » ne sera pas accepté par les forces politiques palestiniennes, en revanche, certains Etats arabes le soutiendront. L'Egypte, qui joue le rôle de médiateur dans la réconciliation inter-palestinienne, le soutient. Les Saoudiens vont dans le même sens, ils pourraient même être les financeurs de ce « plan du siècle ».

Après le processus de réconciliation entre les Palestiniens, un nouveau conflit opposera dans la région les Palestiniens à ceux qui soutiendront ce plan.

Propos recueillis par **Tayeb EL Mestari**

pour le Comité Action Palestine.

URL de cet article 32480

<https://www.legrandsoir.info/interview-d-hamdan-al-damiri-accepter-ce-plan-du-siecle-ce-serait-encore-des-negociations-sans-fin-un-piege-un-oslo-bis.html>

---

## **« Le droit à la résistance jusqu'à la libération de la Palestine » – Interview de Z. Nakhalé**

« En 30 ans, notre mouvement s'est développé et consolidé, et nos moyens se sont accrus »

## Résumé de l'interview de Ziyad Nakhalé, adjoint du secrétaire général du Mouvement du Jihad Islamique en Palestine

A l'occasion du 30<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance du mouvement (1987 – 2017), la chaîne al-Mayadeen a mené une interview avec le dirigeant Ziyad Nakhalé, au cours de laquelle il a expliqué la position de son mouvement quant aux efforts de réconciliation entre le Hamas et le Fateh, au Caire, quant aux constantes et variantes pour le mouvement dans sa lutte et résistance contre l'occupation sioniste de la Palestine. Il a abordé le développement de son mouvement en 30 ans, et l'apport important de sa branche armée, les brigades al-Quds, dans la résistance aux agressions sionistes, que ce soit dans la bande de Gaza ou le reste du pays. Il a également dénoncé les tentatives de normalisation des relations entre des régimes arabes et l'entité sioniste.

Constantes et variantes :

Pour le Mouvement du Jihad islamique en Palestine, les constantes sont les principes du mouvement, depuis sa naissance : la Palestine, du fleuve à la mer, est la patrie du peuple palestinien ; refus de reconnaître l'occupant, quelles que soient les pressions exercées ; l'unité du peuple palestinien, dans la patrie et l'exil ; le droit à la résistance jusqu'à la libération de la Palestine.

Quant aux variantes, ce sont les positions envers ce qui est proche de ces constantes et ce qui s'en éloigne. « Nous avons un réseau de relations avec des partis et des pays », en fonction de ce principe. « Notre position est claire, elle distingue entre l'ennemi et l'ami, et entre ceux qui sont avec ou contre la résistance ». Nous ne pouvons pas reconnaître les frontières de 67, même si d'autres les reconnaissent en tant que programme provisoire. D'ailleurs, ces frontières sont « une tromperie », et l'entité sioniste ne les accepte pas, puisqu'elle y a installé ses colonies. A la question de savoir si cette position de principe n'isole pas le mouvement du

reste des formations palestiniennes, M. Nakhale a répondu que le fait que son mouvement soit isolé à cause de son attachement aux principes de la lutte et de la résistance pour libérer la Palestine est plutôt un honneur. Car de qui ou de quoi est-on isolés ? « d'être au service de l'occupant, ou de nos principes ? »

Il est vrai que la situation actuelle est très difficile, mais le mouvement a déjà vécu des moments semblables, après les accords d'Oslo. Son fondateur et premier secrétaire général, le martyr dr. Fathi Shiqaqi, a été assassiné par le Mossad, et le mouvement, cadres, dirigeants et militants, ont été poursuivis, arrêtés et même tués, par ceux qui se sont installés sur un bout de la Palestine, après ces accords. Mais « nous avons maintenu nos principes et notre ligne » malgré les pressions et les conditions difficiles faites aux résistants. Aujourd'hui, le mouvement est beaucoup plus ancré dans la société palestinienne, partout en Palestine et dans le monde. « Nous sommes en meilleure position » qu'à l'époque des accords d'Oslo, et « nous avons des dizaines de milliers de combattants ».

Quant aux Brigades al-Quds, la branche armée du mouvement, son développement est qualitatif, et quantitatif à la fois. Elles ont mené de grandes batailles en Cisjordanie, et aujourd'hui, elles sont incontournables dans la bande de Gaza. En Cisjordanie, la situation est difficile, à cause des arrestations et des poursuites par l'occupant et l'Autorité palestinienne à la fois, des militants du mouvement. Même les étudiants et les membres des associations de soutien aux familles des martyrs et des prisonniers sont poursuivis. Dans la bande de Gaza, la présence des Brigades est incontestable, elles ont mené des batailles contre l'occupant, et des centaines de martyrs sont tombés. Les moyens qu'elles possédaient en 2014 se sont plus que multipliés depuis, elles peuvent résister à toute agression et protéger la bande de Gaza. « Nous avons des capacités et des moyens », et « nous

avons confiance dans nos capacités ».

Ordre d'assassiner dr. Ramadan Shallah

« Nous sommes un mouvement de résistance, des combattants », et le mouvement s'attend depuis sa naissance à être poursuivi par ceux qui soutiennent l'entité sioniste. Pendant 20 ans, dr. Ramadan a consolidé le mouvement en tant que secrétaire général, il a maintenu la vision claire du mouvement envers le conflit et le rôle des Palestiniens dans ce conflit, et ses cadres et dirigeants ont développé des capacités importantes. Le dirigeant du mouvement est non pas seulement recherché par le FBI, mais l'ordre fut donné de l'assassiner, à la différence de tous ceux qui figurent sur cette liste, parce qu'il a réussi à maintenir le cap et à multiplier les capacités du mouvement. Pour les ennemis de la Palestine, il est gênant. Il est visé par ceux qui veulent liquider la question palestinienne. En Cisjordanie, le mouvement vit des moments difficiles, il est visé à cause de sa ligne politique, ses principes et ses constantes, et des pressions sont exercées pour qu'il les modifie.

La réconciliation : les craintes

« Nous avons appelé et nous approuvons la réconciliation, afin de régler les problèmes humains et économiques » de la population dans la bande de Gaza, et pour rompre blocus « c'est le droit des gens ». La crainte exprimée par le mouvement concernant la réconciliation en cours au Caire, entre les mouvements Hamas et Fateh vient du fait d'abord que l'entité « israélienne » et les Etats-Unis l'ont approuvée et ont donné le feu vert, ce qui signifie que cette réconciliation est menée dans le cadre d'un projet américain, le projet appelé « règlement du siècle », qui est la liquidation de la question palestinienne.

Il y a la question des armes de la résistance, qui suscite la crainte. Pour le mouvement, la question ne doit pas être

abordée, car la réconciliation concerne uniquement les questions humaines et économiques. Des voix se sont exprimées à ce sujet, disant vouloir en finir avec les armes de la résistance, mais au cours des discussions du mouvement avec l'Égypte, cette dernière avait assuré que ni la question de la résistance, ni ses armes, ne sont concernées par la réconciliation. « Pour notre part, nous ne remettrons pas les armes ! » La crainte vient aussi du fait que jusqu'à présent (10/10), le mouvement Hamas a fait des pas en direction de l'Autorité, mais cette dernière n'a encore fait aucun pas en direction de la bande de Gaza et de Hamas. Ce qui laisse croire que le prix à payer serait plus grand que ce que le Hamas a déjà payé. Il a aussi la question du programme qui sera adopté par le gouvernement de l'Autorité : est-ce qu'il compte mener des négociations avec l'entité de l'occupation ? « Après avoir livré 80% de la terre de Palestine aux occupants, va-t-il négocier sur les 20% qui restent ? » C'est pourquoi il faut discuter entre Palestiniens pour adopter un programme unitaire, où il serait interdit de négocier par quiconque. Personne n'a le droit de négocier au nom du peuple palestinien. Ce n'est pas parce qu'une formation a mené une résistance il y a 50 ans qu'elle a le droit de négocier au nom du peuple tout entier. « Si une partie des formations a changé de position, devons-nous changer la nôtre ? »

L'adjoint du secrétaire général du Mouvement du Jihad islamique en Palestine a réaffirmé la position du mouvement envers l'Autorité et les élections législatives ou présidentielles qui y sont organisées, qui est le refus de participer à toutes ces élections, car l'Autorité palestinienne issue des accords d'Oslo n'exerce aucune souveraineté sur la Palestine, elle sert plutôt à masquer l'occupation, cette autorité aide l'occupant, poursuit les combattants et ne protège pas le peuple palestinien. Quelles que soient les pressions exercées, passées ou futures, le mouvement ne participera pas aux élections organisées dans ce cadre.

La normalisation avec l'occupant : une menace et un crime

Il est vrai que le mouvement a publié un communiqué très fort, il a quelque temps, contre les Etats qui cherchent à normaliser leurs relations avec l'entité coloniale. « Notre position est très claire quant à la normalisation, nous la refusons absolument, et nous avons le droit de nous mettre en colère, en cas de normalisation », car le mouvement considère qu'il est du devoir des Etats arabes d'aider la Palestine et les Palestiniens, et non de leur donner des coups de poignard dans le dos. « Nous avons le droit de crier, car les Etats arabes ont des responsabilités envers la Palestine », et ces relations de normalisation avec l'occupant visent la Palestine et les Palestiniens. Pour le mouvement, qui se rapproche vers l'occupant, prend ses distances avec la Palestine.

Les Etats arabes ont une responsabilité envers la Palestine, et n'ont pas le droit de normaliser leurs relations avec l'entité sioniste. Ils doivent aider les Palestiniens à résister. Et parce que les relations du mouvement sont tributaires de la position des partis et Etats arabes envers la Palestine et la résistance, le mouvement a des relations historiques avec le Hizbullah, au Liban, « avec qui nous sommes dans le même front, contre « Israël ».

---

## **La Palestine, 100 ans après Balfour – Conférence-débat avec Hamdan al-Damiri**

**vendredi 13 octobre, 20h,**

le Comité Action Palestine vous convie à

## une Conférence-Débat avec **Hamdan AL-DAMIRI**

Athénée municipal, Bordeaux. Tram A et B, arrêt Hôtel de ville

Hamdan al-Damiri est représentant de la communauté palestinienne en Belgique. S'étant rendu en Palestine très récemment, il nous présentera un témoignage direct de la situation et nous livrera son analyse des perspectives pour le mouvement national palestinien.

Il y a 100 ans, en 1917, la Grande Bretagne, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour, se déclarait en faveur de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. A la fin de la première guerre mondiale, le dépeçage de l'empire ottoman fut une étape majeure de l'influence des puissances impérialistes au Proche et Moyen Orient. Cent après, que reste t-il des rapports de force qui ont conduit à la création par la force et la violence d'une entité coloniale en Palestine, à la dépossession du peuple palestinien et à sa transformation en une nation de réfugiés qui revendique toujours son droit à l'autodétermination et au retour ? La situation actuelle est elle favorable à la réalisation des objectifs de la résistance ?

Au cours de cette soirée, Hamdan al-Damiri nous apportera son éclairage sur ces questions.